

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**SOCIETE SENEGALAISE DE PRESSE ET DE
PUBLICATIONS – LE SOLEIL
(SSPP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2011**

RAPPORT FINAL

(AVRIL 2013)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par la Société Sénégalaise de Presse et de Publication (SSPP) Le Soleil pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010-1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Société Sénégalaise de Presse et de Publication (SSPP) Le Soleil avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

La SSPP Le Soleil a présenté à la mission huit (8) marchés d'une valeur globale estimée à 225 966 034 F CFA ; nos contrôles et vérifications ont porté sur l'intégralité des marchés présentés. La mission a par ailleurs couvert des opérations de passation de marchés sélectionnées par sondage à partir de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs pour une valeur de 278 143 932 F CFA.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

a) l'examen de la procédure d'acquisition d'un standard téléphonique attribuée à SATEL pour 9 484 934 F a permis de relever plusieurs non-conformités illustrant un manque de maîtrise de certaines particularités de la passation des marchés notamment celles relatives à l'appréciation de la recevabilité des offres et à leur admission pour examen détaillé, au traitement des prestations supplémentaires éventuelles ou des variantes, à la mise en œuvre des critères de corrections des offres.

Les offres de deux soumissionnaires (WTC et ARC INFORMATIQUE) dont les pièces administratives étaient incomplètes n'ont pas été examinées par la Commission des Marchés qui a invoqué l'absence de leurs représentants à la séance d'ouverture des plis pour les rejeter alors que deux autres des soumissionnaires représentés à la séance d'ouverture des plis (PSG et NEUROTECH) et dont les pièces administratives étaient également incomplètes se sont vus accorder un délai pour produire lesdites pièces manquantes. Il convient de rappeler sous ce rapport que l'ouverture publique des offres et la présence des soumissionnaires ne sont pas obligatoires pour les Demandes de Renseignement et de Prix et que l'égalité de traitement des soumissionnaires qui a été rompue dans le cas d'espèce est un principe consacré par le COA. Dès lors, tous les soumissionnaires dont les pièces administratives étaient incomplètes auraient dû être autorisés à les produire jusqu'à la date d'attribution et leurs offres recevables devaient être examinées si elles étaient exhaustives et conformes aux spécifications du cahier des charges.

L'examen des offres a permis de noter que deux soumissionnaires ont proposé en option des prestations supplémentaires éventuelles alors que lesdites options n'étaient pas formellement requises et leurs spécifications techniques n'étaient, a fortiori, pas décrites dans le règlement de la consultation. Nous rappelons que les options constituent des prestations susceptibles de s'ajouter sans remise en concurrence aux prestations commandées. Quand elles sont requises dans le règlement de la consultation, elles doivent être prises en compte dans l'évaluation.

Nous avons par ailleurs noté que l'offre de l'attributaire du marché a été corrigée par un rajout de 1 000 000 F CFA représentant le coût du Service Après Vente qui n'était pas inclus dans l'offre dudit attributaire. Cette correction n'a pas été apportée aux offres des autres soumissionnaires et aucune explication n'a été fournie sur la détermination du

montant de 1 000 000 F CFA retenu pour corriger l'offre. Il ressort de l'avis N° 8/10/ARMP/CRD du 5 mai 2010 « qu'en cas d'omission portant sur un article, l'offre n'est pas exhaustive et n'est donc pas conforme si cette omission altère l'intégrité ou la consistance de la proposition. Cependant, lorsque de l'avis de la commission des marchés, l'omission ne porte pas sur des éléments substantiels de l'objet du marché, l'autorité contractante peut tolérer toute non-conformité qui ne constitue pas une omission déterminante de nature à limiter soit la portée, la qualité ou les performances des prestations spécifiées dans le dossier d'appel d'offres, soit les droits du maître d'ouvrage ou les obligations du candidat au marché ». Dès lors que la Commission des Marchés de la SSPP Le Soleil a examiné l'offre de l'attributaire, elle a de facto estimé que l'omission n'était pas de nature à altérer l'intégrité de ladite offre. Ainsi, pour la correction des offres ayant omis cet article, la Commission des Marchés aurait dû procéder à un réajustement sur le fondement des critères établis à cet effet dans le document de la consultation, à défaut par application du prix unitaire le plus élevé parmi les offres conformes en application du principe d'équité. Ce faisant, c'est le prix de 2 492 218 F CFA millions proposé par la SONATEL qui aurait dû être appliqué à tous les candidats ayant omis l'article et non le prix forfaitaire de 1 000 000 F CFA. Il s'y ajoute qu'une erreur arithmétique identifiée lors de l'évaluation n'a pas été prise en compte pour l'attribution et la contractualisation aboutissant à une sous estimation du marché de 900 000 F CFA.

b) l'achat de 150 Tonnes de papier auprès de COPAP pour un montant de 53 412 750 F CFA a donné lieu à l'organisation d'une consultation restreinte avec trois fournisseurs étrangers. Il s'agit d'une procédure irrégulière car le **mode de passation retenu est inapproprié au regard du montant du marché qui dépasse le seuil de passation des marchés par appel d'offres** (article 53 du CMP). La SSPP Le Soleil aurait pu recourir à l'appel d'offres restreint dans les conditions prévues par les articles 73 et 74 du CMP. Le choix du Transitaire TRANS EXPRESS pour la réalisation de cette opération d'importation de papier n'a pas non plus fait l'objet d'une procédure concurrentielle documentée ; il s'agit alors d'une **entente directe non autorisée** pour un montant de 17 438 537 F CFA en violation des dispositions de l'article 76 du CMP.

D'autres achats de papier ont également été effectués hors procédure concurrentielle auprès d'AFRICOME pour 17 147 050 F CFA.

c) l'impression du Quotidien Le Soleil a donné lieu à la conclusion, avec l'Imprimerie Tandian, d'un contrat par une entente directe non autorisée en violation des dispositions du CMP ; les facturations enregistrées au titre de ce contrat réputé non écrit puisque comportant une clause de tacite reconduction se chiffrent à 162 185 595 F CFA.

d) des factures estimées à 27 960 000 F CFA ont été émises par Phoenix au titre du gardiennage des locaux et installations de la SSPP Le Soleil. Lesdites facturations ont été émises sur la base d'un contrat conclu le 1^{er} octobre 1997 et **tacitement reconduit** depuis

lors en vertu des dispositions de son article 5 et en violation des dispositions de l'article 14 du CMP portant sur la durée des contrats et sur la nécessité d'une remise en concurrence périodique. Nous précisons que **la tacite reconduction, illicite en matière de marchés publics, est contraire au principe général de remise en concurrence périodique et constitue de ce fait une entrave à la liberté et à l'égalité d'accès à la commande publique**. Elle est une cause de nullité absolue du contrat qui est regardé comme n'ayant jamais existé.

e) l'examen du cahier des charges de la **DRP portant acquisition d'un système de pointage biométrique attribuée à DHI pour 7 747 937,82 F CFA**, a permis de constater que le point **d12** dudit cahier des charges relatif aux autres contraintes stipule que : « ... l'Autorité Contractante peut rajouter d'autres contraintes techniques ou fonctionnelles pendant le déroulement du projet s'il le juge nécessaire ». Dès lors qu'il est indiqué que ces contraintes sont rajoutées en cours d'exécution, l'Autorité Contractante se place dans une optique de conclusion éventuelle d'un ou de plusieurs avenants ou de conclusion d'un marché complémentaire.

A l'examen de l'offre de l'attributaire, il apparaît qu'elle contient en option un module intranet, laquelle option a été levée à la signature du contrat. L'option n'étant pas exigée dans le cahier des charges qui n'en a pas, a fortiori, précisé les spécifications techniques, sa levée au moment de la signature du contrat ne se justifie pas. Si la prestation s'avère nécessaire, un avenant au contrat de base établi au vu de l'offre de base aurait dû être signé conformément à l'article 23 du CMP.

f) l'appel d'offres portant « **Acquisition d'un logiciel pour la mise à jour de SAGE SAARI ligne 100** » attribué à **ITECH SOLUTION pour un montant de 45 273 331 FCFATTC** est entaché de plusieurs non-conformités. Tel que libellé, le titre de l'appel d'offres semble imposer déjà un éditeur de logiciel précis alors que l'Autorité Contractante doit chercher un logiciel répondant à un cahier des charges fonctionnel et explorer toutes les solutions possibles. Ledit cahier des charges doit donner toutes les indications utiles sur l'existant et les évolutions souhaitées. Au-delà du caractère discriminatoire de l'intitulé du DAO, la précision « mise à jour » est également restrictive car au regard du contenu du cahier des charges, une migration est envisageable sur certains modules dès lors que l'architecture des bases est modifiée. La manière de procéder de la SSPP aboutit à sélectionner un distributeur puisque le logiciel avait déjà été choisi d'avance. Dès lors que l'appel d'offres a imposé un choix de logiciel, le DAO aurait dû être amendé après examen et avis de la DCMP.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

a) de nombreuses insuffisances ont été notées dans le classement et l'archivage de la documentation en raison de la non mise en œuvre des instructions de l'ARMP en la matière ;

b) le rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés (article 143 du CMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par la Société Sénégalaise de Presse et de Publication Le Soleil ;

c) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP. Cependant, un rapport d'audit relatif aux marchés publics a été préparé par la Cellule de Contrôle Interne en mai 2012 pour la Gestion 2011.

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	8
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.1	Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations	10
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	15
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	17
1.4	Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	19
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	22
2.1	Contexte de l'intervention	23
2.2	Objectifs de la mission	24
2.2.1	Objectifs généraux	24
2.2.2	Objectifs spécifiques	24
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	25
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	28
3	Approche méthodologique mise en œuvre	29
3.1	Revue approfondie des textes de référence	30
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	31
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	32
3.3.1	Audit de la préparation des marchés	33
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution	34
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	35
4	Résultats des travaux	36
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	37
4.1.1	Commission des Marchés	37
4.1.2	Cellule de Passation des Marchés	37
4.1.3	Charte de Transparence et d'Ethique en Matière de Passation des Marchés	37
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	38
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	38
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	38
4.1.5	Rappel des seuils applicables à la SSPP Le Soleil	38
4.2	Examen des marchés	39
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	39
4.2.2	Marchés conclus par Appel d'Offres	40
4.2.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	48

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
SSPP	Société Sénégalaise de Presse et de Publication
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

AAO N° F_DARH_007/2011 FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES

PROCEDURE INITIALE

L'examen du DAO a permis d'identifier parmi les critères de qualification l'exigence d'avoir effectué au cours des trois dernières années « deux marchés de nature et de taille similaires d'une valeur minimale de 45 000 000 F CFA. Il s'agit d'un critère discriminatoire constitutif d'une entrave au libre accès à la commande publique et une rupture du principe d'égalité des candidats ;

Sur les IC 11.1 (g) des DPAO, l'AC indique qu'il se réserve le droit « de commander tout ou une partie de la liste des éléments adjudés ». Cette clause du DAO est abusive car l'autorité contractante doit préciser dans ledit DAO tout comme dans l'AAO s'il s'agit d'un marché à commandes ou d'un marché de clientèle. A défaut, les quantités ne peuvent être modifiées qu'à l'intérieur des marges de fluctuation prévues. Nous avons noté que lesdites marges ont été fixées à + ou – 30% (IC 39.1 du DPAO) un taux nettement supérieur à ceux pratiquées et qui résultent des Dossiers Types (+ ou – 15%) ;

Il a été indiqué dans l'avis d'appel d'offres que la validité de la garantie de soumission était de trois mois à compter de la date limite de dépôt des offres en violation de l'article 113 du CMP qui fixe de dit délai à 28 jours à compter de l'expiration de la durée de validité des offres.

PROCEDURE DE RELANCE

L'AC a inscrit sur le contrat la date de notification de l'attribution provisoire en lieu et place de la date de notification du marché ;

Les articles du CMP cités dans les avis d'attribution provisoire et définitif et ouvrant les délais de recours gracieux auprès de l'AC, ne sont plus conformes au CMP. En effet, les articles 81-3 et 87 deviennent respectivement 83-3, 88 et 89 dans le CMP en se référant au décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;

Monsieur Abdoulaye Ly a été nommé comme vice-président de la commission des marchés alors que le terme adéquat serait « suppléant » ;

Le procès verbal d'attribution n'indique pas le montant auquel le marché avait été attribué ;

L'ouverture des plis s'est déroulée six jours après la date limite de dépôt des offres fixée en violation de l'article 67-1 du CMP. Il s'y ajoute qu'aucun document n'atteste de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires qui étaient tous présents en violation de l'article 67-4 du CMP ;

Nous notons sur certains documents tels que le procès verbal d'ouverture que l'AC inscrit souvent des informations à la main sur des documents déjà établis, ceci ne constitue pas une bonne pratique. Les offres de MUNIF GROUP, OFFICE INFORMATIQUE et ATLANTIC COMPUTING ont été déclarées irrecevables pour non présentation des états financiers ou pièces administratives non valides et défaut de présentation des certificats d'origine du matériel proposé. La première raison donnée n'est pas valable pour l'élimination d'un candidat en violation des dispositions de l'article 44 du CMP. En effet, les pièces administratives non fournies ou incomplètes, sont exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire ;

L'AC a envoyé à l'attributaire du marché une lettre de mise en demeure (18 avril 2012) l'enjoignant à livrer sous huitaine les fournitures commandées. Ce délai est généralement jugé non raisonnable dans la jurisprudence administrative qui recommande un délai minimum de 15 jours à l'expiration duquel la décision de résiliation du marché peut être prise par l'autorité contractante en cas de non exécution ;

Le titulaire a finalement livré une partie des dites fournitures le 21 mai 2012, ce qui devait donner lieu à l'application de pénalités de retard car les délais avaient commencé à courir depuis la date de notification du marché (08 mars 2012). Cependant aucun document faisant état du prélèvement de ces pénalités n'a été transmis en violation de l'article 133 du CMP ;

La garantie de bonne exécution n'a pas été jointe au dossier.

AOO N° 006/2011 RELATIF A L'ACQUISITION DE MATERIELS ET MOBILIERS DE BUREAU

L'examen du DAO a permis d'identifier parmi les critères de qualification l'exigence d'avoir effectué au cours des trois dernières années « deux marchés de nature et de taille similaires d'une valeur minimale de 45 000 000 F CFA. Il s'agit d'un critère discriminatoire constitutif d'une entrave au libre

accès à la commande publique et une rupture du principe d'égalité des candidats ;

Le montant estimatif du marché, soit 32 650 000 FCFA figurant dans le DAO est largement supérieur aux besoins réels puisque l'attribution a porté sur un montant toutes taxes comprises de 8 381 776 FCFA. Cette incohérence dans l'estimation du besoin a conduit à un choix de critères de qualification surdimensionnés notamment l'exigence de réalisation au cours des trois dernières années d'au moins deux marchés similaires d'une valeur au moins égale à 45 millions chacun, d'avoir une capacité financière d'au moins 50 millions... Ce faisant, le nombre de candidats potentiels susceptibles de participer à l'appel d'offre se réduit. Ces critères abusifs sont de nature à entraver l'accès à ce marché à de potentiels candidats qui auraient pu soumissionner si les exigences financières étaient plus en adéquation avec la complexité et la nature des prestations envisagées.

AO RELATIF A L'ACQUISITION D'UN LOGICIEL POUR LA MISE A JOUR DE SAGE SAARI-LIGNE 100

L'appel d'offres portant « **Acquisition d'un logiciel pour la mise à jour de SAGE SAARI ligne 100** » attribué à **ITECH SOLUTION pour un montant de 45 273 331 FCFATTC** est entaché de plusieurs non-conformités. Tel que libellé, le titre de l'appel d'offres semble imposer déjà un éditeur de logiciel précis alors que l'Autorité Contractante doit chercher un logiciel répondant à un cahier des charges fonctionnel et explorer toutes les solutions possibles. Ledit cahier des charges doit donner toutes les indications utiles sur l'existant et les évolutions souhaitées. Au-delà du caractère discriminatoire de l'intitulé du DAO, la précision « mise à jour » est également restrictive car au regard du contenu du cahier des charges, une migration est envisageable sur certains modules dès lors que l'architecture des bases est modifiée. La manière de procéder de la SSPP aboutit à sélectionner un distributeur puisque le logiciel avait déjà été choisi d'avance. Dès lors que l'appel d'offres a imposé un choix de logiciel, le DAO aurait dû être amendé après examen et avis de la DCMP.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Veiller au respect des dispositions de l'article 67 du CMP ;

Se conformer à l'article 44 du CMP sur les pièces à fournir ;

S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;

veiller à une correcte application des critères d'évaluation des offres ;

Mettre à jour les modèles d'avis d'attribution en insérant les articles 83-3, 88, 89 du CMP en lieu et place des articles 81 et 87 ;

Veiller à inscrire les montants auxquels les marchés sont attribués dans les procès verbaux d'attribution ;

Se conformer aux dispositions de l'article 133 du CMP ;

Veiller à sélectionner des critères de qualification en adéquation avec la nature et la complexité des marchés.

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>RAS</p>
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>RAS</p>

RAS

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

RAS

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE

NON EFFECTUEE

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE	
NON EFFECTUEE	

NON EFFECTUEE

1.4 SYNTHÈSE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	AO N° F_DARH_004	AO N° F_DARH_006	AO N° F_DARH_007	AO N° F_DARH_015
Nature	Acquisition matériels roulants	Achat matériel et mobilier de bureau	Acquisition matériels informatiques	Acquisition d'un logiciel pour la mise en jour de Sage Saari Ligne 100
Attributaires	Lot 1 : CCBM AUTO Lot 2 : ESPACE AUTO	OFFICE CHOICE	ETI	ITECH SOLUTION
Montants en F CFA TTC	Lot 1 : 39 000 000 Lot 2 : 60 000 000	8 381 776	31 704 240	45 273 331
Montant estimé du marché largement supérieur au montant attribué		✓		
Montant attribué non mentionné dans le procès verbal d'attribution			✓	
Carences et manquements dans l'évaluation du marché			✓	
Evaluation et attribution des offres condensées dans un procès verbal unique	✓		✓	
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓		✓	
Violation de l'article 44 du CMP sur les pièces à fournir et le délai pour la remise des pièces manquantes			✓	
Violation de l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis			✓	
Violation des articles 83-3, 88 et 89 du CMP sur les avis d'attribution et recours gracieux			✓	
Violation de l'article 133 du CMP sur les pénalités de retard			✓	

Description	DRP N° F_DARH_010	DRP N° F_DARH_013	DRP N° S_DARH_012	DRP N° F_DARH_014
Nature	Acquisition d'un standard téléphonique	Achat de consommables informatiques de bureau	Restauration du personnel de la SSPP Le Soleil	Achat d'un système de pointage
Attributaires	Standard	Office Choice	Lindor's Traiteur	DHI
Montants en F CFA TTC	9 484 934	7 383 585	1500 HT/PLAT	7 747 938
Terme utilisé non adéquat			✓	
Contrat non signé par l'attributaire et non enregistré			✓	
Carences et manquements dans l'évaluation du marché	✓			
Options proposées non requises dans le cahier des charges				✓
Capacité financière requise largement au dessus du montant du marché faussant ainsi la concurrence				✓
Montant attribué non mentionné dans le procès verbal d'attribution	✓		✓	
Non exhaustivité des documents de passation des marchés		✓	✓	
Circulaire N° 004 du Premier Ministre sur la procédure des DRP	✓	✓		
Violation de l'article 44 du CMP sur les pièces à fournir et le délai pour la remise des pièces manquantes	✓	✓		
Violation de l'article 69 du CMP sur l'impossibilité de modifier les offres ou les prix	✓			
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	✓	✓		
Violation de l'article 133 du CMP sur les pénalités de retard			✓	

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;

- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 90-07 du 20 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;

- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Société Sénégalaise de Presse et de Publication Le Soleil pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,

- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au

libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),

- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,

- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMF),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de la Société Sénégalaise de Presse et de Publication Le Soleil, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés n'a pas été transmis par l'Autorité Contractante. Seule la lettre de transmission N° CSCGA/CDARH/asdg/MS/010/11 du 12 avril 2011 de la liste des membres de la CM à la DCMP nous a été transmise alors que l'article 36-1 dispose que cette nomination des membres de la CM doit intervenir au plus tard le 5 janvier de l'exercice en cours.

Les représentants de la tutelle technique tout comme du Contrôle Financier au sein de la Commission des Marchés de la SSPP Le Soleil figurent également sur cette liste envoyée à la DCMP.

Monsieur Abdoulaye Ly a été nommé comme vice-président de la commission des marchés alors que le terme « suppléant » est plutôt indiqué.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a également été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule des Marchés n'a pas été transmis par l'Autorité Contractante. Seule la lettre de transmission N° CSCGA/CDARH/asdg/MS/010/11 du 12 avril 2011 de la liste des membres de la CM à la DCMP nous a été transmise.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont toutes été signées le 13 avril 2011. Les supports de leur transmission à la DCMP ont été mis à notre disposition.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la SSPP Le Soleil, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été confectionné et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié dans Le Soleil du 25 janvier 2011. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA SSPP

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la SSPP Le Soleil sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA SSPP LE SOLEIL EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥ 35

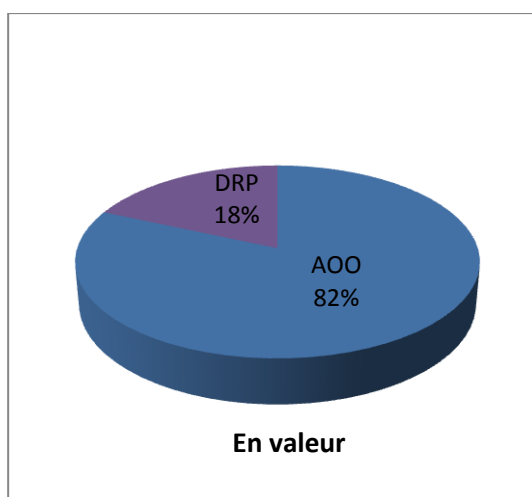
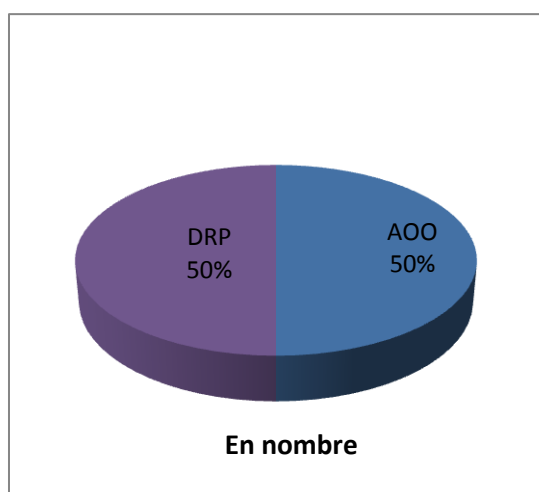
4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2010		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	4	184 359 347	4	184 359 347	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	4	41 606 687	4	41 606 687	100%	100%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenants	-	-	-	-	-	-
TOTAL	8	225 966 034	8	225 966 034	100%	100%



4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES OUVERT

AOO N° F_DARH_007/2011 FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES	
PROCEDURE INITIALE	
Date de l'AGPM	Le Soleil du 25 janvier 2011
Date de lancement de l'AO	Mai 2011
Date limite de dépôt des offres	28 juin 2011
Durée de validité des offres	90 jours
Garantie de soumission	740 000 F CFA valable pendant un délai de trois mois à compter de la date limite de dépôt des offres
PROCEDURE DE RELANCE	
Date de lancement de l'AO	Septembre 2011
Date de publicité de l'AAO	Le Soleil du 16 septembre 2011 Avis de report de la date limite de dépôt des offres : non daté
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	18 octobre 2011 Reporté au 08 novembre 2011
Délai de préparation des offres	32 jours
Durée de validité des offres	90 jours
Date d'ouverture des plis	14 novembre 2011
Garantie de soumission	740 000 F CFA valides pendant une durée
Date de l'évaluation technique	-
Date d'attribution	03 janvier 2012
Date de notification d'attribution provisoire et d'information aux candidats non retenus	10 janvier 2012
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	17 janvier 2011
Date de publicité de	Non transmis Avis rectificatif d'attribution provisoire : 18 janvier 2011

l'attribution provisoire	
Date de l'attestation d'existence de crédits	29 février 2012
Date de souscription	29 février 2012
Date d'approbation	29 février 2012
Date d'immatriculation	05 mars 2012
Date de notification du marché	08 mars 2012
Date d'enregistrement du contrat	13 mars 2012
Délai d'exécution	72 heures après réception du Bon de Commande
Attributaire	ETI
Montant du marché en TTC	31 704 240 FCFA TTC
Non conformités	<p>PROCEDURE INITIALE</p> <p>L'examen du DAO a permis d'identifier parmi les critères de qualification l'exigence d'avoir effectué au cours des trois dernières années « deux marchés de nature et de taille similaires d'une valeur minimale de 45 000 000 F CFA. Il s'agit d'un critère discriminatoire constitutif d'une entrave au libre accès à la commande publique et une rupture du principe d'égalité des candidats.</p> <p>Sur les IC 11.1 (g) des DPAO, l'AC indique qu'il se réserve le droit « de commander tout ou une partie de la liste des éléments adjugés ». Cette clause du DAO est abusive car l'autorité contractante doit préciser dans ledit DAO tout comme dans l'AAO s'il s'agit d'un marché à commandes ou d'un marché de clientèle. A défaut, les quantités ne peuvent être modifiées qu'à l'intérieur des marges de fluctuation prévues. Nous avons noté que lesdites marges ont été fixées à + ou – 30% (IC 39.1 du DPAO) un taux nettement supérieur à ceux pratiquées et qui résultent des Dossiers Types (+ ou – 15%).</p>

	<p>Il a été indiqué dans l’avis d’appel d’offres que la validité de la garantie de soumission était de trois mois à compter de la date limite de dépôt des offres en violation de l’article 113 du CMP qui fixe de dit délai à 28 jours à compter de l’expiration de la durée de validité des offres.</p> <p>PROCEDURE DE RELANCE</p> <p>L’AC a inscrit sur le contrat la date de notification de l’attribution provisoire en lieu et place de la date de la date de notification du marché.</p> <p>Les articles du CMP cités dans les avis d’attribution provisoire et définitif et ouvrant les délais de recours gracieux auprès de l’AC, ne sont plus conformes au CMP. En effet, les articles 81-3 et 87 deviennent respectivement 83-3, 88 et 89 dans le CMP en se référant au décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.</p> <p>Monsieur Abdoulaye Ly a été nommé comme vice-président de la commission des marchés alors que le terme adéquat serait « suppléant ».</p> <p>Le procès verbal d’attribution n’indique pas le montant auquel le marché avait été attribué.</p> <p>L’ouverture des plis s’est déroulée six jours après la date limite de dépôt des offres fixée en violation de l’article 67-1 du CMP. Il s’y ajoute qu’aucun document n’atteste de la transmission du procès verbal d’ouverture des plis aux soumissionnaires qui étaient tous présents en violation de l’article 67-4 du CMP.</p> <p>Nous notons sur certains documents tels que le procès verbal d’ouverture que l’AC inscrit souvent des informations à la main sur des documents déjà établis, ceci ne constitue pas une bonne pratique. Les offres de MUNIF GROUP, OFFICE INFORMATIQUE et ATLANTIC COMPUTING ont été déclarées irrecevables pour non présentation des états financiers ou pièces administratives non valides et défaut de présentation des certificats d’origine du matériel proposé. La première raison donnée n’est pas valable pour l’élimination d’un candidat en violation des dispositions de l’article 44 du CMP. En effet, les pièces administratives non fournies ou incomplètes, sont exigibles dans un délai au plus égal à celui</p>
--	---

	<p>imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire.</p> <p>L'AC a envoyé à l'attributaire du marché une lettre de mise en demeure (18 avril 2012) l'enjoignant à livrer sous huitaine les fournitures commandées. Ce délai est généralement jugé non raisonnable dans la jurisprudence administrative qui recommande un délai minimum de 15 jours à l'expiration duquel la décision de résiliation du marché peut être prise par l'autorité contractante en cas de non exécution.</p> <p>Le titulaire a finalement livré une partie des dites fournitures le 21 mai 2012, ce qui devait donner lieu à l'application de pénalités de retard car les délais avaient commencé à courir depuis la date de notification du marché (08 mars 2012). Cependant aucun document faisant état du prélèvement de ces pénalités n'a été transmis en violation de l'article 133 du CMP.</p> <p>La garantie de bonne exécution n'a pas été jointe au dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 67 du CMP.</p> <p>Se conformer à l'article 44 du CMP sur les pièces à fournir.</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Veiller à une correcte application des critères d'évaluation des offres.</p> <p>Mettre à jour les modèles d'avis d'attribution en insérant les articles 83-3, 88, 89 du CMP en lieu et place des articles 81 et 87.</p> <p>Veiller à inscrire les montants auxquels les marchés sont attribués dans les procès verbaux d'attribution.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 133 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOO N° 006/2011 RELATIF A L'ACQUISITION DE MATERIELS ET MOBILIERS DE BUREAU	
Date de publication de l'avis d'appel d'offres	Le Soleil du 23 mai 2011 non classé dans le dossier
Date limite d'ouverture des plis	29 juin 2011 – 11.H.00
Date d'ouverture des offres	29 juin 2011 – 11.H.30
Offres reçues	BUROTECH S.A...14 339 830 FCFAHTVA OFFICE CHOICE 8 381 776 FCFATTC TECH ACCESS...24 803 600 FCFATTC
PV d'attribution sans indication de montant	22 juillet 2011
Attributaire	OFFICE CHOICE
Montant du marché en FCFATTC	8 381 776
Contrat F1089/11	06/10/2011
Date de souscription du contrat	06/10/2011
Date d'approbation	06/10/2011
Date d'immatriculation	11/10/2011
Date de notification	14/10/2011
Non conformités	<p>L'examen du DAO a permis d'identifier parmi les critères de qualification l'exigence d'avoir effectué au cours des trois dernières années « deux marchés de nature et de taille similaires d'une valeur minimale de 45 000 000 F CFA. Il s'agit d'un critère discriminatoire constitutif d'une entrave au libre accès à la commande publique et une rupture du principe d'égalité des candidats.</p> <p>Le montant estimatif du marché, soit 32 650 000 FCFA figurant dans le DAO est largement supérieur aux besoins réels puisque l'attribution a porté sur un montant toutes taxes comprises de 8 381 776 FCFA. Cette incohérence dans l'estimation du besoin a conduit à un choix de critères de qualification surdimensionnés notamment l'exigence de réalisation au cours des trois dernières années d'au moins deux marchés similaires d'une valeur au moins égale à 45 millions chacun, d'avoir une capacité financière d'au moins 50 millions. Ce faisant, le nombre de candidats potentiels susceptibles de participer à l'appel d'offre se réduit. Ces critères abusifs sont de nature à entraver l'accès à ce marché à de potentiels candidats qui auraient pu soumissionner si les exigences financières étaient plus en adéquation avec la complexité et la nature des prestations envisagées.</p>
Recommandations	Veiller à sélectionner des critères de qualification en adéquation avec la nature et la complexité des marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AO RELATIF A L'ACQUISITION D'UN LOGICIEL POUR LA MISE A JOUR DE SAGE SAARI-LIGNE 100	
Date initiale de publication de l'avis d'appel d'offres	Le Soleil du 14 décembre 2011
Date initiale de dépôt des offres	10 janvier 2012 à 11.H.00
Date initiale d'ouverture des offres	10 janvier 2012 à 11.H.30
Date de publication de report du dépôt des offres	Le Soleil du 19 décembre 2012
Date lime de dépôt des offres	17 janvier 2011 – 11.H.30
Convocation des membres de la CDM	Néant
Date d'ouverture des offres	17 janvier 2011 – 12.H.30
Offres reçues	ATOMIUM GESTION, ITECH SOLUTION
PV d'attribution provisoire	15 février 2012
Attributaire	ITECH SOLUTION
Montant du marché en FCFATTC	45 273 331 FCFATTC
Notification d'attribution	22 février 2012
Lettre d'information au candidat éliminé	OK
Avis d'attribution provisoire	Le Soleil du 23 février 2012
Attestation d'existence de crédits	Crédits prévus dans budget de 2011 délivrée par DG
Non conformités	Cet appel d'offres portant « Acquisition d'un logiciel pour la mise à jour de SAGE SAARI ligne 100 » attribué à Itech Solution pour un montant de 45 273 331 FCFATTC est entaché de plusieurs non-conformités. Tel que libellé, le titre de l'appel d'offres semble imposer déjà un éditeur de logiciel précis alors que l'Autorité Contractante doit chercher un logiciel répondant à un cahier des charges fonctionnel et explorer toutes les solutions possibles. Ledit cahier des charges doit donner toutes les indications utiles sur l'existant et les évolutions souhaitées. Au-delà du caractère discriminatoire de l'intitulé du DAO, la précision « mise à jour » est également restrictive car au regard du contenu du cahier des charges, une migration est envisageable sur certains modules dès lors que l'architecture des bases est modifiée. La manière de procéder de la SSPP aboutit à sélectionner un distributeur puisque le logiciel avait déjà été choisi d'avance. Dès lors que l'appel d'offres a imposé un choix de logiciel, le DAO aurait dû être amendé après examen et avis de la DCMP.
Recommandations	Eviter de mentionner des noms de marque dans les AAO et les entraves au libre accès à la commande publique
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciations du Consultant	

AO N° F_DARH_004/2011 ACQUISITION DE VEHICULES DE DIRECTION ET DE REPORTAGE	
Date de transmission du DAO	-
Date de publication de l'AO	11 mai 2011
Date limite de dépôt des offres	14 juin 2011 à 12 heures
Délai de préparation des offres	31 jours
Date d'ouverture des plis	14 juin 2011
Date de l'évaluation technique	17 juin 2011/20 juin 2011
Date d'attribution	17 juin 2011/20 juin 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	-
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	-
Date de notification d'attribution	18 août 2011 (SILCAR)
Date de publication de l'attribution provisoire	Néant
Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat	Néant
Date de souscription	06/10/2011
Date d'approbation	06/10/2011
Date d'immatriculation	-
Date de notification	18 /08/2011
Date d'enregistrement du contrat	19/10/2011 (SILCAR)
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	-
Délai d'exécution	-
Garantie de soumission	Lot 1 : 700 000 F CFA Lot 2 : 500 000 F CFA

			Lot 3 : 1 200 000 F CFA
Attributaires	ESPACE AUTO	Lot 1	39 000 000 F CFA TTC
		Lot 3	60 000 000 F CFA TTC
	SILCAR	Lot 2 :	14 450 000 F CFA TTC
Montant du marché en TTC			113 450 000 F CFA TTC
Non conformités			Les notifications et les supports de publicité de l'attribution provisoire et de l'attribution définitive n'ont pas été transmis.
Recommandations			S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante			
Appréciation du Consultant			

4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° F_DARH_010/2011 ACQUISITION D'UN STANDARD TELEPHONIQUE ET SERVICES CONNEXES	
Date de saisine des fournisseurs	28 Avril 2011 dans LE SOLEIL
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	11 mai 2011
Délai de préparation des offres	13 jours
Date d'attribution	20 Mai 2011
Nombre d'offres reçues	06 offres : SATEL, ORANGE, PSG, ARC INFORMATIQUE, WTC, NEUROTECH
Attributaire	SATEL
Montant du marché en F CFA TTC	9 482 834 F CFA TTC
Non conformités	<p>Le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés, a assisté aux séances d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution du marché en qualité de Membre de la Commission des Marchés alors qu'il ne doit assister aux réunions de la Commission des Marchés qu'en qualité de rapporteur n'ayant pas de voix délibérative.</p> <p>Mr Mouhamadou SALL, Assistant administratif du DG, Membre suppléant de la Commission des Marchés a été désigné comme secrétaire lors des séances d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution du marché alors que le secrétariat de la CM doit être assuré par un membre de la CPM.</p> <p>Les offres d'ARC INFORMATIQUE et WTC ont été arbitrairement écartées lors de l'ouverture des plis pour défaut de production de documents administratifs alors que deux autres soumissionnaires ont présenté des pièces incomplètes mais en raison de leur présence, un délai de 5 jours leur a été accordé en violation de l'article 44 du CMP qui stipule que lesdits documents sont exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l'Autorité Contractante pour prononcer l'attribution provisoire. De plus, l'ouverture en séance publique et la présence des soumissionnaires lors de l'ouverture des plis ne sont pas obligatoires concernant les marchés passés par DRP.</p>

	<p>A l'ouverture, la Commission a d'abord procédé à la vérification des pièces administratives et des conditions d'admission avant d'ouvrir les offres techniques et financières des candidats conformes pour l'essentiel. Pour ce qui concerne l'évaluation, le système de pondération des notes utilisé n'est pas approprié pour les marchés de fournitures.</p> <p>Le procès verbal d'attribution ne donne aucune indication sur le montant du marché attribué.</p> <p>Lors de l'évaluation, la commission technique a rajouté le critère Service Après Vente à l'offre de SATEL pour un montant de 1 000 000 F CFA alors que les autres soumissionnaires n'avaient pas effectué de cotation pour cet article en violation de l'article 69 du CMP qui renseigne qu'aucune modification des offres ou des prix ne peut être autorisée.</p> <p>La Commission des marchés n'a pas réajusté les incohérences arithmétiques contenues dans l'offre de SATEL. En effet, l'offre de SATEL comportait une erreur arithmétique corrigée à l'évaluation, cependant, la CM a attribué le marché au montant de l'offre c'est-à-dire celui comportant l'erreur. De ce fait, nous notons une différence de 900 000 F CFA en défaveur de SATEL entre le montant de son offre (montant contracté) et le montant corrigé à l'évaluation.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus et la lettre de notification d'attribution ne figurent pas dans le dossier en violation de la circulaire N° 004 du PM.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'Arrêté N°11586 du 28 décembre 2007 en application de l'article 35 du CMP relatif aux Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes.</p> <p>Veiller à une correcte mise en œuvre de la procédure de DRP telle que précisée par l'article 78 du CMP et la circulaire 004 du PM.</p> <p>S'assurer d'une meilleure mise en œuvre de l'évaluation des offres.</p> <p>Veiller à inscrire les montants auxquels les marchés sont attribués dans les procès verbaux d'attribution.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° DARH/012/2011 RESTAURATION DU PERSONNEL DE LA SSPP	
Date de publicité de l'avis de DRP	Le Soleil du 28 avril 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	10 mai 2011
Délai de préparation des offres	12 jours
Date d'attribution	13 mai 2011
Date de notification d'attribution	30 mai 2011
Date de l'avis d'attribution du marché	31 mai 2011 (référence de publication: Le Soleil du 26 avril 2011 et 28 avril 2011)
Date de signature du contrat	27 juin 2011
Délai d'exécution	Du 1 ^{er} juillet 2011 au 31 décembre 2011
Attributaire	Lindor's Traiteur
Montant du marché en F CFA TTC	16 990 230 FCFA TTC (1 500 F HT / plat)
Non conformités	<p>Le terme « dépouillement » n'est plus utilisé par le CMP.</p> <p>Le procès verbal d'attribution n'indique pas le montant auquel le marché a été attribué.</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis n'est ni signé par l'attributaire du marché ni enregistré à la DGID en violation de l'article 460 du CGI. De plus, la clause relative aux pénalités de retard n'y est pas mentionnée en violation de l'article 133 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Utiliser les termes appropriés tel qu'édicte par le CMP.</p> <p>Veiller à inscrire les montants auxquels les marchés sont attribués dans les procès verbaux d'attribution.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 133 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP PORTANT ACQUISITION ET INSTALLATION D'UN SYSTEME DE POINTAGE BIOMETRIQUE	
Date de saisine des prestataires	29 Décembre 2011
Date limite de dépôt des offres	18 janvier 2012
Convocation des membres de la Commission des marchés	Néant
Prestataires sollicités	AMS Technologies, SAGAM International, DHI CFAO Technologies, NEUROTECH, Platform technologies
Date d'ouverture des plis	25 janvier 2012
Offres reçues	DHI.....5 780 742
Attributaire	DHI
Montant du marché en CFATTC	7 747 937,82
Non conformités	<p>Le cahier des charges exige des candidats, entre autres, une capacité financière d'au moins vingt-cinq millions francs CFA soit 3,5 fois le montant du marché. Cette exigence constitue un critère discriminatoire puisqu'elle contribue à réduire et à fausser le jeu de la concurrence. On note d'ailleurs que sur six (6) candidats potentiels sollicités, un seul prestataire a répondu.</p> <p>Le point d12 du cahier des charges relatif aux autres contraintes stipule que : « ... l'Autorité Contractante peut rajouter d'autres contraintes techniques ou fonctionnelles pendant le déroulement du projet s'il le juge nécessaire ». Dès lors qu'il est indiqué que ces contraintes sont rajoutées en cours d'exécution, l'Autorité Contractante se place dans une optique de conclusion éventuelle d'un ou de plusieurs avenants ou de conclusion d'un marché complémentaire.</p> <p>A l'examen de l'offre de l'attributaire, il apparaît qu'elle contient en option un module intranet, laquelle option a été levée à la signature du contrat. L'option n'étant pas exigée dans le cahier des charges qui n'en a pas, a fortiori, précisé les spécifications techniques, sa levée au moment de la signature du contrat ne se justifie pas. Si la prestation s'avère nécessaire, un avenant au contrat de base établi au vu de l'offre de base aurait dû être signé conformément à l'article 23 du CMP</p>
Recommandations	<p>Veiller à sélectionner des critères de qualification en adéquation avec la nature et la complexité des marchés.</p> <p>Veiller à conclure les contrats pour les montants retenus à l'attribution en l'absence de clauses du DAO relatives à la marge de</p>

	fluctuation des quantités à la signature.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciations du Consultant	

DRP N° F_DARH_013/2011 ACQUISITION DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES ET FOURNITURES DE BUREAU	
Date de saisine des fournisseurs	28 avril 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	12 mai 2011 à 11heures
Délai de préparation des offres	13 jours
Date d'attribution	20 mai 2011
Fournisseurs consultés	Dix neuf (19) dossiers ont été retirés.
Nombre d'offres reçues	Six (06) LPD ;African Business Network ; DISMAT ; SECOMDIS ; ARC Informatique; Office Choice
Attributaire	OFFICE CHOICE
Montant du marché en F CFA TTC	7 383 585 F CFA TTC
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Pas de lettre de notification de l'attribution provisoire à l'attributaire ni de lettre de rejet pour les candidats non retenus.
Notification de l'attribution définitive	La lettre de notification de l'attribution définitive n'est pas établie.
Non conformités	<p>L'offre de ABN a été rejetée à tort au motif que les pièces administratives étaient incomplètes et que le soumissionnaire n'était pas représenté à l'ouverture des plis. Nous rappelons que l'ouverture publique des plis tout comme la présence des soumissionnaires ne sont pas obligatoires. Par conséquent, l'absence du représentant d'ABN n'est pas un motif valable de rejet de son offre. qui était moins disante que celle de Office Choice en violation de l'article 44 du CMP.</p> <p>Il est dit aussi qu'une commission technique a été constituée sans préciser nommément les membres de ladite commission.</p> <p>La lettre de notification à l'attributaire et les lettres d'information aux candidats non retenus n'ont pas été établies en violation de la circulaire N°004/PM/CAB/CO du 3 mars 2009 portant modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Aucun document relatif à l'exécution du marché n'a été joint au</p>

	dossier (B/C, B/L, PV de réception..).
Recommandations	<p>Veiller à un contrôle des conditions de recevabilité des offres conformément aux dispositions de l'article 44 du CMP.</p> <p>Veiller au respect de la circulaire N°004/PM/CAB/CO du 3 mars 2009 portant modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Veiller à la mise en application des instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP

(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 02 avril 2013

A Monsieur le Directeur Général
de la Société Sénégalaise
de Presse et de Publicité
(SSPP Le SOLEIL)

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

Ibra Guèye
Associé



PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE